

Le lent délitement de la maison UNEF

Le fossé se creuse entre le syndicat étudiant et ses anciens sur l'antiracisme et la laïcité

ENQUÊTE

C'est l'histoire d'une « vieille dame » qui perd un peu ses esprits, une centenaire, née en 1907, que certains proches ne reconnaissent plus. Cette vieille dame, c'est l'UNEF. Le syndicat d'étudiants traverse une crise profonde depuis un peu moins d'un an. Le symptôme le plus visible fut sa relégation, lors des élections étudiantes de février, derrière la FAGE.

L'Union nationale des étudiants de France est aujourd'hui la caisse de résonance des divisions de la gauche, de ses luttes intestines et de ses débats sur des sujets aussi brûlants que le racisme et la laïcité ou encore l'ouverture d'une salle de prière lors d'un Collectif national (le « parlement » du syndicat) et la tenue de réunions « non mixtes racisées » au sein de sa direction. Et si, sur le terrain, les militants de l'UNEF continuent leur « travail de défense des intérêts des étudiants », se battent « pour conquérir de nouveaux droits » ou contre le système Admission post-bac (APB), ce qu'il se passe à l'intérieur du syndicat montre un malaise généralisé. Qui le paralyse.

Le dernier exemple a eu lieu cet été. En plein cœur des vacances, huit membres de la direction (sur une trentaine) sont débarqués. Leur point commun : tous émarquent à La France insoumise (LFI) ou en sont proches. Ils veulent militer ouvertement pour le parti de Jean-Luc Mélenchon. Parmi eux, Cassandre Bliot, trésorière de l'UNEF, un poste-clé puisqu'il donne la main sur le fichier des 20 000 adhérents revendiqués (contre 29 000 en 2005). La direction soupçonne que certains cherchent à mettre le syndicat entre les mains de Mélenchon. « Ce

n'était pas un putsch. Nous voulions pouvoir militer politiquement hors du syndicat », se défend aujourd'hui l'un des conjurés.

Lilâ Le Bas, la présidente de l'UNEF, justifie sa décision en brandissant l'étendard de l'indépendance syndicale : « Je refuse qu'on retombe dans les écueils passés. On ne veut rendre de compte à personne. Il ne doit pas y avoir de tendances politiques. » En clair, Lilâ Le Bas veut tourner le dos à une époque où la direction du syndicat (ou de son ancêtre l'UNEF-ID) prenait ses instructions auprès des courants du Parti socialiste. Et n'entend pas remplacer les anciens parrains par de nouveaux, issus de LFI.

« Bastons internes »

L'éviction de ces huit dirigeants est vécue par beaucoup comme une « purge ». Depuis, plusieurs associations générales d'étudiants (AGE, les sections locales de l'UNEF) se sont unies pour écrire un texte virulent à l'égard de la direction. Pour l'équipe fidèle à Lilâ Le Bas, ce document de dix pages a été dicté par quelques « anciens militants aujourd'hui chez les "insoumis" ».

L'un des principaux suspects est Yannis Zeghib, qui fut une cheville ouvrière de la campagne de Danièle Simonnet (LFI) lors des élections législatives de juin. Il nie toute implication. Certains accusent la conseillère de Paris de vouloir mettre la main sur l'UNEF au profit de Jean-Luc Mélenchon. « C'est faux ! Je n'ai jamais voulu suivre les bastons internes. Ce n'est pas le rôle de LFI d'organiser des fractions dans les syndicats », s'étrangle cette ancienne militante de l'UNEF-ID. D'autres pointent du doigt William Martinet. Ancien président du syndicat – notamment lors du mouve-

ment contre la loi travail –, il a passé la main en décembre 2016 à Lilâ Le Bas. Depuis, il a rejoint LFI. Lui aussi jure ne pas être le marionnettiste des « insoumis » de l'UNEF.

Ces tensions ne sont pas anecdotiques. Certes, l'organisation est débarrassée de l'image de « pouponnière du PS ». Mais elle se retrouve privée d'une structuration forte et d'une colonne vertébrale politique. Cela engendre des pratiques – certains les appellent des « dérives » – jamais vues de mémoire de militant étudiant, notamment autour de la laïcité et des questions de « l'antiracisme politique ». « Ces réflexions ont comblé ce vide, note un ex-dirigeant. C'est ce qu'il y a de plus struc-

turant aujourd'hui dans le syndicat. C'est le liant dans l'UNEF. »

La scène est restée gravée dans les esprits de certains « anciens ». En octobre 2016, à l'université de Nanterre, se tient le collectif national où William Martinet doit faire ses adieux. Quelques « camarades » ont une demande très particulière : disposer d'une salle pour prier. La décision est prise de leur laisser une pièce qui doit servir, plus tard, à un atelier de formation. Un SMS est même envoyé pour dire que l'on peut y prier si on le désire. « Une demande spécifique a été faite et quelqu'un leur a dit qu'une salle était disponible car nous étions en amphi », admet aujourd'hui la direction syndicale.





PASCAL GROS

est un ancien président de l'UNEF, Bruno Julliard -, a condamné cette initiative. En réponse, le syndicat a pris la défense des organisateurs du festival et affirmé que « la non-mixité militante n'est pas une discrimination ». Il ajoute : « Dire que la présence de Blancs est indispensable, c'est au fond l'idée qui est véhiculée par celles et ceux qui pensent que les personnes concernées par le racisme ne devraient pas avoir le droit de s'organiser entre elles. » Une position qui trouve sa traduction en interne. A plusieurs reprises, en effet, des réunions « non mixtes racisées » ont eu lieu dans le cadre du bureau national, le « gouvernement » du syndicat.

Clivage profond

Cette pratique est née sous le mandat de William Martinet, très sensible à ces thématiques. « C'est un outil parmi d'autres. Jamais il n'y a eu un progrès aussi rapide sur ces questions que depuis qu'on a monté ces réunions », assure un militant. « Les membres "racisés" [Noirs et Maghrébins] de la direction ont demandé une non-mixité militante. On l'applique sur des demandes spécifiques », selon le récit d'une dirigeante. En clair, les « racisés » se réunissent pour parler des problèmes de discrimination qu'ils subissent en interne. La règle, pendant ces réunions, est de ne pas citer de nom, ni de tendance. Ensuite, les problèmes soulevés sont réglés collectivement en bureau national.

Pour se justifier, la direction souligne que des réunions non-mixtes pour les femmes existent depuis des années et que cela n'a jamais suscité de lever de boucliers. « Tout le monde a été favorable à ces réunions non mixtes racisées. Personne n'a gueulé, indique une membre de la direction. Cela a permis de nous rendre compte, nous les dominants [les Blancs], de pratiques inconscientes qu'on devait changer. »

A en croire les unéfiens, le succès est tel qu'ils pensent généraliser cette pratique aux sections locales, sur la base du volontariat. Ce type de réunion n'est pas encore connu à l'extérieur de l'organisation, très méfiante lorsque l'on aborde le sujet. La « non-mixité politique » fait débat à gauche, et le clivage est profond entre ses partisans et ses contempteurs. Il y a fort à parier, d'ailleurs, que ces réunions feront hurler les anciens dirigeants.

« Ils ne sont pas d'accord avec nous, ils n'ont pas le même logiciel. On puise nos réflexions dans la pensée d'extrême gauche, souligne un des huit « purgés » qui tombe d'accord avec la direction sur ce sujet. C'est sûr que quand on lit Charlie Hebdo, on n'est pas enclins à partager cette analyse... » Les « anciens » connaissent pourtant le refrain par cœur : il faut prendre garde à la jeune garde. ■

le syndi-
EF.»
vee dans
nciens ».
ersité de
ectif na-
net doit
es « can-
nde très
me salle
prise de
doit ser-
r de for-
ème en-
peut y
Une de-
faite et
me salle
itions en
ui la di-

Ce choix provoque un tollé chez les anciens attachés à une conception classique de la laïcité. Benoît Hamon, qui compte beaucoup de soutiens au sein de la « génération CPE » (ceux aux commandes au début des années 2000) et qui veut implanter son Mouvement du 1^{er} juillet sur les campus, s'émeut aussi de cette décision.

Réunions « non mixtes racisées »

Lilá Le Bas, elle, ne regrette rien : « Cela ne pose pas de question. La laïcité ne crée plus de débat. Nous sommes clairs sur ce qu'on dit, comment on l'applique et comment on la défend dans les universités. » Sur ce sujet, le consensus existe en interne. « Nous avons un clivage frontal avec quelques anciens, héritiers de la gauche politique », note l'un des huit conjurés « insoumis », estimant que l'épisode de la salle de prière - qui ne s'est pas répété - « concerne la vie privée de quelques camarades ».

Cette conception de la laïcité, à rebours de ce qu'a toujours défendu l'UNEF, trouve son pendant dans la lutte contre le racisme. Tournant le dos à l'« universalisme », l'organisation pense désormais en termes d'« intersectionnalité », de croisement et d'intersection des différentes discriminations (sexuelles, mais aussi sociales et raciales).

C'est à ce titre que l'UNEF a soutenu le festival afro-féministe Nyansapo, organisé au printemps à Paris par l'association Mwasi, et dont une partie était « non mixte, réservée aux femmes noires ». Anne Hidalgo, la maire

inte
soin de
artyr ne
emploi
yme».
tes à la
lles, des
dénon-
engage-
èmes de
et né-
genre».
au PCF
fachos-
lu Prin-
que la
injusti-
ce de la
ncipale-

Le fossé se creuse entre l'étudiant et ses anciens
la maison
délit em
Le lent

Le Monde
SAMEDI 7 OCTOBRE 2017

ette
une
de
avis
à ses
syrie
can-
t très
ère.
z une
unes
yrie ?

me à
ent
s ?
il est
com-

déta-
illeur

oir ce
de la

que ma mère
sortir dans la rue et
Mais ma mère, c'est pas ça !
Ce fils là, dont Christine Rivière était incapable de dire, quelques heures plus tôt, ce qu'il avait fait comme études et ce qu'il exerçait comme métier - « Je me souviens plus », avait-elle dit -, se tourne vers elle et lui dit : « Je te promets, maman, je serai toujours là pour toi. Si je dois m'endetter, je serai là. Je te promets, maman. » Mais, déjà, la Mère majuscule reparle de son djihadiste de fils : « Est-ce que je devrais me soigner parce que j'ai la foi et que j'aime mon fils ? », sans voir les sanglots de son aîné, qui pleure la mère tout court.
Le réquisitoire et les plaidoiries devaient avoir lieu vendredi 6 octobre. ■
PASCALE ROBERT-DIARD

HU de Nantes

cueillis en psychiatrie

BU
C
IS

séjourner sur le site » lorsqu'une personne présente « un comportement inadapté ». « A l'instar d'un établissement scolaire, la responsabilité première d'un hôpital incombe au maître des lieux, rappelle Jean-Christophe Bertrand, directeur départemental de la sécurité publique. En cas de suspicion de trafic ou de toute infraction pénale, c'est le chef d'établissement qui doit requérir notre intervention. » Depuis la divulgation de l'affaire, l'hôpital a demandé un renforcement des patrouilles de police sur le secteur.
Le personnel ne cache pas son scepticisme. Derrière le « ras-le-

nment
erson-
hôpital
'addic-
us nos
infrir-
oir des
n pre-